

DÉLIBÉRATION N° DEL-082-2024**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****DE LA SÉANCE DU 27 JUIN 2024 A 18H30**

Salle polyvalente, rue de la Tuilerie 68580 RUEDERBACH

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 21 juin 2024

Étaient présents : (54)

Mesdames et Messieurs, Antoine ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude COLIN, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Laurent FUCHS, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Christian LERDUNG, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER et Monsieur Jean ZURBACH.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (15)

Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,
Monsieur François COHENDET a donné procuration à Monsieur Joseph BERBETT,
Madame Annick GROELLY a donné procuration à Monsieur Christian GRIENENBERGER,
Madame Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Olivier PFLIEGER,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Monsieur Bertrand IVAIN a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Monsieur Michel PFLIEGER a donné procuration à Monsieur Germain GOEPFERT,
Monsieur Christophe SENGELIN a donné procuration à Monsieur Pierre BLIND,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,
Monsieur Patrick STEMMELIN a donné procuration à Monsieur André LEHMES,
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Monsieur Aurélio TOLOSA a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT.

Étaient excusés sans représentation : (13)

Mesdames et Messieurs Bernard BUBENDORF, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Marie FREUDENBERGER, Agnès HARNIST, Didier LEMAIRE, Clément LIBIS, Eliane OSINSKI, Philippe RUFI, Jean-Claude SCHIELIN, Isabelle STEFFAN, Philippe WAHL, Joseph-Maurice WISS.

Étaient non excusés : (7)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Delphine FELLMANN, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Stéphane STALLINI.

PARTICIPATION AU FONDS DE SAUVEGARDE DE LA MAISON ALSACIENNE DE LA CEA ET MODIFICATION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 54 – Procurations : 15 – Absents : 20 – Exclus : 0

Le Président expose que la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a mis en place, depuis le 1^{er} janvier 2024, un Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel. Ce dispositif a pour objectif d'accompagner les porteurs de projets dans la sauvegarde de leur bâti patrimonial ainsi que de promouvoir une démarche globale et vertueuse d'identification du patrimoine et d'intégration dans les documents d'urbanisme.

Pour ce faire, le taux de subvention de la CeA correspond à 20% des dépenses éligibles par bâtiment. Parallèlement, la CeA sollicite le bloc local pour abonder ce dispositif, selon trois niveaux de participation :

1. La commune ou l'intercommunalité s'engage ou a engagé une étude d'identification du patrimoine destinée à être intégrée dans les documents d'urbanisme révisés et cofinance les projets se déroulant sur son territoire : subvention de la CeA plafonnée à 40 000 €.
2. La commune ou l'intercommunalité s'engage en cofinçant les projets se déroulant sur son territoire : subvention de la CeA plafonnée à 30 000 €.
3. La commune ou l'intercommunalité n'adhère pas à la politique de la Maison alsacienne de la CeA et se situe sur le territoire de délégation des aides à la pierre : subvention de la CeA plafonnée à 10 000 €.

Le cofinancement de la commune ou intercommunalité partenaire correspond *a minima* au pourcentage de la subvention de la CeA. Ce pourcentage est défini en fonction du taux modulé, indicateur de la richesse de la collectivité locale.

Selon le taux modulé, découpé en 5 tranches, la commune ou intercommunalité partenaire verse un pourcentage de la subvention attribuée par la CeA.

Si la Communauté de Communes décide d'adhérer à ce dispositif de financement, il conviendra, au préalable de procéder à une modification de l'intérêt communautaire. En effet, actuellement, la Communauté de Communes n'est pas compétente pour verser des subventions de ce type.

Conformément à l'article L.5214-16-IV du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera nécessaire de modifier l'intérêt communautaire de la compétence relative à la « *politique du logement et du cadre de vie* ».

Pour rappel, contrairement à une modification statutaire, la modification de l'intérêt communautaire ne nécessite qu'une délibération du Conseil communautaire. Par ailleurs, dans les 9 mois suivant ce transfert de compétence, la CLECT devra se prononcer sur l'évaluation des charges transférées.

Lors de sa séance du 6 juin dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU l'article L.5214-16 IV du Code général des Collectivité Territoriales

VU sa délibération du 28 juin 2018 définissant l'intérêt communautaire ;

VU l'avis favorable du Bureau du 6 juin 2024 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

VALIDE la participation de la Communauté de Communes au dispositif Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel de la Collectivité européenne d'Alsace ;

MODIFIE la définition de l'intérêt communautaire comme suit :

Politique du logement et cadre de vie

- Participation financière au Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Traditionnel de la Collectivité européenne d'Alsace.

DIT que les autres dispositions de la délibération du 28 juin 2018 demeurent inchangées

Pour extrait conforme :

Altkirch, le 1^{er} juillet 2024

Le Président

Gilles FREMIOT



Certifié exécutoire après :

- transmission en Préfecture le 3/7/2024
- affiché le 3/7/2024
- publié sur le site internet le 3/7/2024

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance